

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle risques accidentels, risques chroniques
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 04/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GILLIS TS

33 route de Toulouse
82170 DIEUPENTALE

Références : JR/2022-0782

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement GILLIS TS implanté 33 route de Toulouse 82170 DIEUPENTALE. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GILLIS TS
- 33 route de Toulouse 82170 DIEUPENTALE
- Code AIOT dans GUN : 0003700628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GILLIS AERO, est un Fabricant d'Éléments de Fixations Aéronautique.

Elle a été créée en 1965 sous la dénomination de GILLIS S.A.

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, il a été créé une nouvelle entité filiale de GILLIS Aéro, la société GILLIS TS, pour prendre en charge ses activités propres de traitement de surfaces. L'atelier de traitement de surface a été construit et mis en exploitation en 2018 sur la commune de DIEUPENTALE (82170).

Le site dispose d'un arrêté préfectoral du 30 octobre 2017 et est également réglementé, pour ses activités de traitement de surface, par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 (rubrique 2565 soumise à enregistrement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 sur la prévention du risque incendie au sein des installations de traitement de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Détection incendie – liste et dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Comportement au feu des structures – locaux à risques	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.1	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.3	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.4	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
Stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'atelier de traitement de surface est récent et a donc été conçu en tenant compte de la réglementation toujours en vigueur aujourd'hui. La visite a permis de constater que les installations étaient bien entretenues.

Des demandes de précision sont attendues sur deux points (détection et plan à mettre à jour) avant de pouvoir statuer sur la conformité globale du site sur ce sujet de la prévention du risque incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan de l'atelier de traitement de surface. Ce plan n'est pas assez précis pour répondre aux exigences de cet article. Il doit être complété pour bien identifier les différentes zones à risque. L'exploitant a également présenté les documents et procédures associés à cette installation qui comportent notamment : <ul style="list-style-type: none">- La liste détaillée des bains et leur composition- Le manuel des fiches des bains- La procédure de vidange des bains Lors de la visite des installations, le plan d'évacuation a été vu. Il est un peu plus précis sur les risques associés aux installations de l'atelier.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan de l'atelier qui permette de répondre en tout point aux prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des structures – locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- matériaux de classe A1 ou A2 s1 di selon NF EN 13 501-1 ;- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). <p>(R: capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.)</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'installation de traitement de surface est récente, elle a été construite puis mise en service en 2018.</p> <p>Le bâtiment a été conçu pour respecter les dispositions constructives édictées dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de la visite, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence de murs en parpaing- des portes coupe feu- des systèmes guillotine coupe feu coulissant devant les portes et fenêtres vitrées- un sol en rétention- les seules ouvertures concernent les gaines d'aspiration qui collectent les vapeurs au dessus des baignoires pour les amener à la station de lavage située à l'extérieur du bâtiment. Visuellement, ces ouvertures ont l'air bien étanches. <p>L'exploitant a présenté les documents du chantier et notamment le PV de réception du bâtiment daté du 3/12/2018 et le CCTP qui précise les attentes en terme de tenue au feu du bâtiment à construire. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de l'inspection des documents attestant "des propriétés de résistance au feu" de tous les éléments de l'atelier.</p>
<p>Observations : Au regard de la construction récente, des constats visuels et des documents présentés, l'inspection des installations classées estime que la prescription est respectée par sondage.</p> <p>Il est toutefois rappelé à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité d'être en capacité, dans le temps, de présenter les justificatifs demandés sur les dispositions constructives de tous les éléments de l'atelier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.
Constats : Les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur sont présents au niveau du toit du bâtiment. Ils sont répartis en plusieurs endroits. Les commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès ont été vues.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport Q18 réalisé par Bureau Veritas le 08/07/2021. Il fait état d'une installation conforme et signale 3 observations mineures qui ont été traitées. L'exploitant tient à jour un plan d'actions pour suivre les demandes formulées lors de ces contrôles.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – installations de chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : Le chauffage du bâtiment est opérée par une pompe à chaleur avec circulation d'air chaud.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
Constats : Seuls quelques bains sont chauffés dans l'installation. Ils sont chauffés par circulation de vapeur d'eau à l'aide de canes chauffantes. La température maximale sur l'unité de traitement de surface est de 65 °C +/- 5°C. Il n'y a pas de circuit ouvert. Les bains concernés par le système de chauffage ont été vus lors de la visite.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...]
Constats : L'atelier de traitement de surface fonctionne du lundi au vendredi et uniquement en journée. L'automate de gestion des bains est programmé pour couper la chauffe tous les jours à des horaires préprogrammés ainsi que le week-end. Le responsable de l'atelier indique qu'il procède, en plus, systématiquement à une coupure manuelle de la chauffe tous les vendredis soirs. Les bains chauffés sont équipés de poire de niveau. En cas d'atteinte d'un niveau bas, la chauffe est coupée. Un test de ce dispositif a été réalisé en séance qui a montré le bon fonctionnement de cette sécurité. L'exploitant indique que ce test est réalisé chaque semaine. Il est rappelé à l'exploitant de prévoir un test également après l'arrêt annuel estival.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie – liste et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'atelier dispose d'un détecteur incendie et de 2 détecteurs d'acide cyanhydrique situés au dessus des 2 bains contenant cette substance. Le laboratoire est également équipé d'une détection incendie. L'exploitant n'a pas été en mesure le jour de l'inspection de présenter de justifications sur l'emplacement et le nombre des détecteurs incendie installés ni en capacité de présenter de tests de vérification de maintenance des détecteurs installés.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de répondre aux exigences de cet article.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
Constats : Le site dispose d'une télésurveillance hors heures ouvrées. Le SDIS est contacté directement en cas d'alerte incendie.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Des extincteurs sont présents sur l'atelier. Ils sont indiqués sur les plans affichés dans l'atelier. La dernière vérification a eu lieu le 15/02/2022 par la société CRIS. Le rapport a pu être examiné en séance.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – points d’eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage; [...]
Constats : En complément des moyens prévus dans l'arrêté ministériel, le site dispose, conformément à son arrêté préfectoral, d'un poteau incendie situé à moins de 100m de l'atelier de traitement de surface. Son débit a été mesuré lors de son installation en 2019 à 61 m3/h.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : A sa conception, l'atelier a été pensé pour permettre la rétention des eaux d'extinction. Le sol est étanche et, à proximité des portes, sont disposés des palplanches permettant de stocker les eaux sur 40 cm de hauteur. La surface au sol de l'atelier étant de 350 m ² , un volume d'eau maximal de 140 m ³ pourrait y être stocké pour un volume prescrit de 126 m ³ . Lors de la visite, la présence des palplanches a été vérifiée.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/2017, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité, Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des stocks des produits utilisés sur le site. Le jour de la visite, le logiciel fait état de 22 kg de cyanure de potassium et de 94 kg de sodium. Ces quantités sont largement inférieures aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du site. Les produits purs sont stockés dans des locaux adjacents à l'atelier, selon les familles de produits, en tenant compte des incompatibilités et sur rétention dédiée. Ces locaux ont été vus. Les conditions de stockage répondent aux exigences de cet article.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet